

■ Les enjeux de la transformation socio-écologique appellent à de nouvelles modalités de construction de la connaissance.

■ Pour appuyer le rôle des associations, elle doit partir de besoins concrets et impliquer des acteurs de terrain.

RECHERCHE
PARTICIPATIVE

QUAND LA TRANSFORMATION SOCIO-ÉCOLOGIQUE APPELLE UN AUTRE RAPPORT À LA CONNAISSANCE

Le contexte de crise environnementale et sociale invite à repenser le rôle de la recherche et de la connaissance pour appuyer le travail des associations qui œuvrent pour une transformation socio-écologique.



AUTEUR **Brigitte Giraud**
TITRE Vice-présidente de l'Institut français
du Monde associatif

Face à l'ampleur des crises écologique et sociale, la question n'est plus seulement de « faire mieux », mais de « faire autrement ». La transformation socio-écologique engage des changements profonds dans nos manières de produire, de décider, de coopérer et d'habiter les territoires. Dans ce contexte, les associations occupent une place singulière : enracinées dans les territoires, atten-

tives aux signaux faibles, capables de relier enjeux sociaux, environnementaux et démocratiques, elles expérimentent au quotidien des réponses là où les cadres institutionnels peinent parfois à s'ajuster.

Encore faut-il que cette contribution soit mieux comprise, reconnue et outillée. C'est précisément à cet endroit que la connaissance devient un enjeu stratégique. Non pas une connaissance descendante ou réservée aux seuls cercles académiques, mais une connaissance

construite à partir des problèmes spécifiques que rencontrent les acteurs du terrain et de leurs intuitions, une connaissance nourrie des savoirs d'usage des acteurs associatifs, mise en dialogue avec la recherche et pensée comme un bien commun au service de l'action.

Le livre blanc « Fait associatif, territoires et transformation socio-écologique », publié par l'Institut français du Monde associatif (IFMA), s'inscrit dans cette perspective et dans la continuité de son programme « Révéler la contribution des associations aux territoires »¹. Issu d'un groupe de travail réunissant chercheurs et praticiens, il propose à la fois un cadre de compréhension et des pistes opérationnelles pour renforcer la capacité des associations à contribuer à la trans-

formation socio-écologique des territoires. Le présent article en prolonge les enseignements en mettant l'accent sur la méthode qui a présidé à son élaboration, sur les raisons qui ont conduit l'IFMA à se saisir de cette question, sur les besoins de connaissance exprimés par les acteurs et, enfin, sur les perspectives ouvertes par un futur programme de recherches-actions participatives.

1. V. JA 2023, n° 685, p. 21, étude F. Covelli, B. Giraud et L. Fraisse in dossier « Observatoire local de la vie associative – Remontées de terrain ».

■ La diffusion et la circulation des résultats de recherche sont essentielles pour que le plus grand nombre puisse s'en saisir.

UNE MÉTHODE POUR QUALIFIER LES BESOINS ET METTRE EN DIALOGUE RECHERCHE ET ACTEURS

À l'IFMA, la production de connaissances ne constitue jamais une fin en soi. Elle est pensée comme un levier de transformation collective, au service du renforcement des capacités d'action du monde associatif et de son écosystème. Cette orientation se traduit par une méthode singulière : partir des besoins exprimés par les acteurs de terrain, organiser un dialogue structuré avec la recherche et faire émerger progressivement des questionnements susceptibles de nourrir à la fois l'action et les travaux scientifiques.

Le groupe de travail comme espace de coconstruction

La constitution d'un groupe de travail est une étape fondatrice. Pour le sujet « Fait associatif, territoires et transformation socio-écologique », l'IFMA a réuni en 2024 une diversité d'acteurs : responsables associatifs, réseaux, partenaires institutionnels, fondations, chercheurs issus de différentes disciplines. Ce collectif, volontairement pluriel, ne visait pas à produire immédiatement des réponses, mais à créer les conditions d'une exploration partagée.

En quelques mois, le groupe a croisé expériences de terrain, résultats de recherche existants et interrogations prospectives. La revue de littérature réalisée en début de parcours a joué un rôle d'acculturation commune : elle a permis d'identifier ce que l'on sait déjà, mais surtout de mettre au jour les angles morts de la connaissance. À partir de là, le travail s'est déplacé vers la qualification des besoins : de quelles connaissances les acteurs ont-ils réellement besoin pour agir de façon plus visible et structurante appelant la reconnaissance et un soutien à la hauteur des enjeux de la transformation socio-écologique ? Quelles questions restent aujourd'hui sans réponse ou insuffisamment documentées ?

Qualifier les besoins : un geste politique et méthodologique

Qualifier un besoin de connaissance n'est pas un exercice neutre. C'est un geste à la fois politique et méthodologique, qui suppose de déplacer le regard : ne plus partir uniquement des objets légitimes de la recherche académique, mais des problèmes rencontrés par les acteurs dans leurs pratiques quotidiennes. Cette démarche implique également de reconnaître

la valeur des savoirs d'expérience, souvent peu visibles ou peu légitimés.

Pour accompagner ce travail, l'IFMA s'appuie sur des outils issus de la recherche elle-même, notamment la méthode de construction de questions de recherche. Appliquée en ateliers, elle permet de passer d'intuitions ou de constats partagés à des formulations plus stabilisées, susceptibles d'être investies par des équipes de recherche. Ce processus, itératif, favorise une montée en compétences collective : les acteurs se familiarisent avec les exigences de la recherche, tandis que les chercheurs s'ancrent davantage dans les réalités du terrain.

Mettre en dialogue, plutôt que juxtaposer

La spécificité de la méthode de l'IFMA réside ainsi dans sa capacité à organiser un véritable dialogue entre recherche et praticiens. Il ne s'agit ni de demander à la recherche de valider des pratiques existantes, ni d'imposer aux acteurs des cadres théoriques exogènes. L'enjeu est plutôt de créer un espace de traduction réciproque, où chacun accepte de déplacer ses catégories, ses temporalités et ses modes de raisonnement.

Cette posture se prolonge au-delà du groupe de travail. Les résultats – ici, le livre blanc – sont conçus comme des objets intermédiaires : à la fois apports à la connaissance et outils d'ingénierie des pratiques. Ils visent à nourrir de futurs travaux de recherche, mais aussi à outiller les acteurs associatifs, leurs partenaires et leurs financeurs. ●●●



© Nuthawut Somrak

●●● POURQUOI LA QUESTION DE LA TRANSITION SOCIO-ÉCOLOGIQUE ? GENÈSE D'UN BESOIN DE CONNAISSANCE

Si l'IFMA a choisi de se saisir de la question de la transformation socio-écologique des territoires, ce n'est ni par effet de mode, ni par simple élargissement thématique. C'est le fruit d'un constat partagé : celui d'un décalage croissant entre l'ampleur des enjeux écologiques et la capacité collective à les appréhender dans toute leur complexité, en particulier à l'échelle territoriale.

La transition écologique : un enjeu systémique et territorialisé

Longtemps portée par des associations naturalistes ou environnementales, la préoccupation écologique concerne désormais l'ensemble de la société. Elle ne se limite plus à la protection de la nature, mais interroge nos modèles de développement, nos modes de gouvernance et nos rapports au vivant. Sur la base des apports de Nathalie Blanc² et Hervé Brédif³, la notion de « transformation socio-écologique » s'est progressivement imposée au groupe de travail, préférée à celle de « transition » : elle permet de penser conjointement les dimensions sociale, écologique, économique et démocratique, sans les hiérarchiser artificiellement.

Cette transformation ne peut se décréter à distance. Elle se joue dans des espaces concrets : les territoires, entendus non seulement comme des périmètres administratifs, mais comme des espaces vécus, traversés par des relations, des usages, des conflits et des coopérations et reliés également à d'autres territoires d'échelles variables. C'est là que se posent les problèmes, mais aussi que s'inventent des réponses situées.

Des associations au cœur des dynamiques territoriales

Dans ces espaces, les associations occupent une place particulière. Elles contribuent à faire émerger des formes de « s'accorder puis faire en commun », à relier des acteurs hétérogènes, à expérimenter des solutions souvent hybrides. Elles sont productrices d'un environnementalisme ordinaire⁴, un engagement diffus et souvent invisible qui, malgré son caractère discret, constitue un réservoir massif d'innovation socio-écologique. Elles participent à la production de récits territoriaux, à la reconnaissance de savoirs locaux, à la mise en

débat de l'intérêt général et à la construction d'un intérêt commun à agir⁵, patiemment élaboré en profondeur pour dépasser les clivages.

Pourtant, cette contribution reste largement sous-qualifiée. Le fait associatif est encore trop souvent appréhendé à travers des catégories sectorielles ou gestionnaires, qui peinent à saisir sa dimension relationnelle et transformatrice. Les modèles socio-économiques associatifs⁶, souvent fragiles, limitent par ailleurs la capacité des initiatives à changer d'échelle ou à se pérenniser.

Un besoin exprimé par les acteurs eux-mêmes

C'est dans ce contexte que le besoin de connaissance est apparu avec force. Les acteurs associatifs expriment une attente claire : mieux comprendre ce qu'ils font, ce à quoi ils contribuent et dans quelles conditions leurs actions peuvent réellement accélérer la transformation socio-écologique. Ils interrogent également leur reconnaissance par les pouvoirs publics, les financeurs et les autres parties prenantes, ainsi que les cadres d'évaluation mobilisés. Le groupe de travail a ainsi permis de formuler collectivement les termes du problème : comment qualifier la contribution associative à la transformation socio-écologique des territoires ? Comment renforcer les capacités d'action des associations, sans les enfermer dans des normes inadaptées ? Et comment mobiliser la recherche pour éclairer ces enjeux, au plus près des réalités de terrain ?

PRODUIRE ET FAIRE CIRCULER DES CONNAISSANCES POUR AGIR

La partie la plus opérationnelle du livre blanc se concentre sur les besoins de connaissance exprimés par les acteurs. Elle constitue le cœur du travail du groupe : non pas une synthèse exhaustive des travaux existants, mais une cartographie des questions jugées prioritaires pour l'action.

Ce que nous apprend la littérature, en quelques mots

La revue de littérature réalisée en amont montre que, si les travaux sur la transition écologique et sur les associations sont nombreux, leur articulation reste encore limitée. Les approches sont souvent sectorielles et peu attentives aux dynamiques territoriales et relation-

2. Nathalie Blanc est géographe, directrice de recherche au CNRS et directrice du Centre des politiques de la terre.

3. Hervé Brédif est agronome et politiste, enseignant-chercheur à l'université Paris 1 – Panthéon-Sorbonne et responsable du master « Biotope ».

4. N. Blanc, F. Paddeu, « L'environnementalisme ordinaire. Transformer l'espace public métropolitain à bas bruit ? », EspacesTemps.net, 2018.

5. H. Brédif, D. Christin, « La construction du commun dans la prise en charge des problèmes environnementaux :

menace ou opportunité pour la démocratie ? », *Vertigo*, mai 2009.

6. V. en dernier lieu JA 2025, n° 722, p. 16 et s., dossier « Modèles socio-économiques – Valeurs ajoutées ».

nelles. La contribution spécifique du fait associatif à la transformation socio-écologique demeure ainsi largement sous-théorisée.

Cinq grands besoins de connaissance

À partir des échanges du groupe, plusieurs besoins structurants ont été identifiés.

Qualifier et reconnaître la contribution associative. Comment rendre visible la valeur produite par les associations, au-delà des seuls indicateurs quantitatifs ? Comment intégrer la dimension relationnelle, le travail de médiation, de mise en capacité et de gouvernance participative ?

Comprendre les formes de « s'accorder pour faire ensuite en commun ». Les associations apparaissent comme des espaces intermédiaires entre l'individuel (la personne/le citoyen) et le collectif (les pouvoirs publics). Comment analysent-elles et organisent-elles ce « faire en commun » ? Quelles conditions favorisent son émergence et sa pérennité ?

Produire des récits territoriaux transformateurs. Les pratiques associatives contribuent-elles à renouveler les imaginaires des territoires ? Comment ces récits dans la durée peuvent-ils soutenir la mise en action collective et la coopération entre acteurs ?

Caractériser les relations entre associations, territoires et transition socio-écologique. En quoi le fait associatif modifie-t-il la manière de penser et de conduire l'action écologique à l'échelle locale ?

Renforcer la recherche-action participative. Quelles conditions démocratiques, organisationnelles et financières permettent de développer des recherches réellement coconstruites avec les acteurs, utiles à l'action et respectueuses de l'autonomie associative ?

La connaissance comme capacité d'agir

Derrière ces besoins, un enjeu transversal se dessine : celui de la circulation des savoirs. Produire de nouvelles connaissances est indispensable, mais insuffisant si elles ne sont pas appropriables.

Penser la connaissance comme un bien commun implique de travailler ses formes de diffusion, de traduction et de mise en débat. C'est à cette condition qu'elle peut renforcer la capacité des acteurs à accélérer la transformation socio-écologique.

VERS UN PROGRAMME DE RECHERCHES-ACTIONS PARTICIPATIVES

Pour prolonger la dynamique engagée, l'IFMA lancera en mars 2026 un programme de soutien à des recherches-actions participatives, centré sur deux axes structurants issus du livre blanc.

Une ambition collective

Ce programme s'appuiera sur une coalition de fondations et de partenaires engagés aux côtés de l'IFMA. Il vise à soutenir des démarches de recherche coconstruites, associant étroitement acteurs de terrain et chercheurs, dès la formulation des questions jusqu'à la valorisation des résultats.

Faire de la connaissance un bien commun

La promesse de ce programme est claire : faire de la connaissance un bien commun, construit avec et pour les acteurs de terrain, afin d'inspirer, d'équiper et d'accélérer les transformations socio-écologiques dans les territoires. Il s'agira non seulement de produire des savoirs nouveaux, mais aussi d'expérimenter des modes de circulation et de transfert adaptés aux réalités associatives.

CONCLUSION

À l'heure où la transformation socio-écologique appelle des réponses systémiques et territorialisées, le fait associatif constitue un levier encore trop peu reconnu. En mettant la connaissance au cœur de son action, l'IFMA fait le pari qu'une autre manière de produire et de partager les savoirs peut renforcer la capacité collective à agir, voire à transformer le regard traditionnel porté sur les associations en montrant qu'elles ne sont pas seulement des opérateurs suppléatifs, mais des coproducteurs des milieux habités et des communs territoriaux. Un pari exigeant, mais indispensable pour relever les défis à venir dans une logique de formes de coresponsabilité territoriale. ■